



# Gros plan sur le Plan National d'Adaptation (PNA) Enseignement de la Côte d'Ivoire



La Côte d'Ivoire est un pays de l'Afrique de l'Ouest bordé par l'océan atlantique (golfe de Guinée), le Liberia, la Guinée, le Mali, le Burkina Faso et le Ghana. Son territoire s'étend sur 322,463 kilomètres carrés<sup>1</sup> et 50,8% (12,73 millions) de la population ivoirienne vit en zone urbaine en 2018<sup>2</sup>. Les principales ressources naturelles de la Côte d'Ivoire sont le pétrole, le gaz naturel, les diamants, le manganèse, le minerai de fer, les fèves de cacao, le café, l'huile de palme et l'énergie hydraulique. Son économie est en pleine expansion mais dépend considérablement du secteur agricole qui emploie environ les deux tiers de la population. La Côte d'Ivoire est en effet le premier producteur et exportateur de fèves de cacao au monde et occupe une place de première importance dans la production et l'exportation de café et d'huile de palme<sup>3</sup>. Toutefois, 46,3% de la population reste sous le seuil de pauvreté<sup>4</sup>. En 2019, la Côte d'Ivoire est classée 165<sup>ème</sup> sur 189 sur l'Indice de Développement Humain (IDH) du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)<sup>5</sup>. Le pays a également l'un des taux d'inégalité homme-femme les plus haut au monde<sup>6</sup>. La malnutrition infantile et le manque d'emploi pour les jeunes font partie des enjeux de développement majeurs<sup>7</sup>. Néanmoins, en dépit d'un faible taux de développement humain, le pays a réalisé des progrès déterminants

durant les 20 dernières années. Le Produit Intérieur Brut (PIB) par habitant est passé de 653,1 dollars en 2000 à 1715,5 dollars en 2018<sup>8</sup>.

Le climat de la Côte d'Ivoire est tropical le long de la côte et semi-aride au Nord où il y a trois saisons : doux et sec (novembre – mars), chaud et sec (mars – mai), chaud et humide (juin – octobre)<sup>9</sup>. La température moyenne est de 26,4 °C sur la période 1901- 2016<sup>10</sup> et les précipitations moyennes sont de 1414,5 millimètres. L'historique des précipitations révèle que ces dernières ont diminué de 3% sur la période 1901 - 2013<sup>11</sup> tandis que les températures ont augmenté de 0,5 à 0,8% entre 1970 et 2000<sup>12</sup>.

.....  
*“L'adaptation est devenue une priorité dans la planification au développement. Nous estimons que les stratégies d'adaptation représentent un prérequis pour assurer la prospérité de notre pays dans le futur”*

.....  
**Dr. ASSAMOI Abé Yapo Eric-Michel**, Point Focal National de la CCNUCC  
.....

## Risques climatiques

Les prévisions climatiques pour la Côte d'Ivoire en 2050 révèlent que les températures vont augmenter de 1,3 à 2,3°C et que les précipitations vont varier de -2 à +7% avec une augmentation de la fréquence et de l'intensité. Les périodes de sécheresse se rallongeront également de -8 à +1 jour et le niveau de l'océan de +18 à 45 cm<sup>13</sup>.

Par ailleurs, des risques climatiques ont été identifiés dans plusieurs secteurs de l'économie ivoirienne : la pêche côtière pourrait connaître une diminution de 26% d'ici 2050 et les cultures de cacao souffrir des pertes importantes à cause de l'augmentation des températures, du manque d'eau, de l'érosion côtière et de la perte des zones forestières

provoquées par l'utilisation des forêts à usage de feux de bois et de charbon<sup>14</sup>. Les estimations de la Banque Mondiale suggèrent que la Côte d'Ivoire pourrait perdre 380 à 770 milliards de Franc CFA entre 2040 et 2100 à cause du changement climatique<sup>15</sup>. Le secteur de l'agriculture, le capital humain, et les infrastructures seraient les plus impactés. Le secteur agricole est en effet essentiellement pluvial et donc particulièrement vulnérable. Les surfaces de végétation pourraient être diminuées et la productivité des écosystèmes diminuer en raison de la dégradation des sols, du mauvais accès aux ressources en eau et des sécheresses entre 2015 et 2100<sup>16</sup>.





## Politique publique, planification et budgetisation

La stratégie de développement de la Côte d'Ivoire est articulée dans le Plan National de Développement (PND) 2016 – 2020<sup>17</sup>. A travers l'axe stratégique numéro 4, « Développement des infrastructures harmonieusement réparties sur le territoire national et préservation de l'environnement », le PND répond à la nécessité d'empêcher l'érosion côtière et de développer les capacités d'adaptation au changement climatique.

Le Programme National de Changement Climatique (PNCC), organe opérationnel, et la Direction de la lutte contre les Changements Climatiques (DLCC), organe politique, coordonnent la stratégie de réponse au changement climatique via le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable. La stratégie présente les principales projections climatiques pour la Côte d'Ivoire et les impacts du changement climatique sur le secteur agricole, les ressources en eau, l'énergie, la biodiversité, la santé et les ressources côtières. Les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) (2016)<sup>18</sup> estiment le coût total de la mise en œuvre des actions d'adaptation à 1,76 milliards de dollars<sup>19</sup> et identifient les 11 secteurs les plus vulnérables au changement climatique. Cela inclut l'agriculture, l'élevage, l'aquaculture, l'utilisation des terres, l'énergie et les zones côtières. Des plans ont aussi été développés pour la mise en œuvre de l'accord de Paris et des CDN pour 2016 – 2020.

Il existe un cadre juridique au niveau national pour la protection de l'environnement qui fournit un code de l'environnement (1996), un code de l'eau (1998) ainsi que d'autres lois et mesures en place. Il appuie un développement économique soutenable et la réduction de la pauvreté en préservant les ressources naturelles, les écosystèmes et en améliorant la qualité de vie. Toutefois, l'intégration des mesures d'adaptation au changement climatique reste restreinte dans les politiques sectorielles. Cela est particulièrement le cas dans les secteurs de l'eau, de l'énergie, de l'agriculture, de l'utilisation des terres, et des ressources côtières du fait d'une compréhension et documentation limitées des impacts intersectoriels du changement climatique. Un ambitieux Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) 2018-2025 a néanmoins été adopté<sup>20</sup>. Il vise en particulier à améliorer la résilience, développer des approches agro-écologiques, améliorer la production technologique et promouvoir l'accès des femmes aux terres<sup>21</sup>. Les CDN mettent également la priorité sur le secteur de l'eau à travers la mise en œuvre d'une stratégie de gestion des ressources en eau pour les bassins versants, les barrages, les aménagements hydro-agricoles, l'efficacité de l'irrigation ainsi que l'amélioration de la gestion de l'eau, des précipitations et des inondations.

## Préparation pour la planification de l'adaptation

Dans le cadre de la préparation des prochaines communications nationales, la Côte d'Ivoire a amélioré la production et la gestion des données en lien avec le changement climatique. Des points focaux nationaux et sectoriels ont été désignés pour faciliter le partage de données entre les institutions<sup>22</sup>. Le département météorologique nationale est en charge des activités de production de données et de produits spécifiques sur le climat. La Côte d'Ivoire a soumis trois communications nationales à la Convention Cadre des Nations Unies pour les Changements Climatiques (CCNUCC) en 2001, 2010 et 2017. La troisième communication met l'accent sur le travail mis en place pour répondre au changement climatique. Elle s'appuie sur des consultations avec le gouvernement, le secteur privé, la société civile et sur l'analyse des risques et impacts par secteur. Le démarrage de l'élaboration de la quatrième communication nationale interviendra entre fin 2020 et début 2021.

Dans le cadre de la mise en œuvre des Contributions Nationales Déterminées (CDN) qui sont supportées également par le développement du Plan National d'Adaptation (PNA) de la Côte d'Ivoire, le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, à travers le PNCC et en collaboration étroite avec le PNUD, a bénéficié d'un financement du Fond Vert pour le Climat (FVC) pour la mise en œuvre d'un projet dénommé « Renforcer l'intégration de l'adaptation aux changements climatiques dans la planification du développement en Côte d'Ivoire ». La planification de l'adaptation est de première importance pour les 11 secteurs identifiés comme étant les plus vulnérables au changement climatique. Dans ce cadre, une étude a été menée sur « les rôles et responsabilités de tous les acteurs concernés ou impliqués dans l'adaptation au changement climatique en Côte d'Ivoire ». L'étude

répond à la demande exprimée dans la feuille de route du processus PNA en Côte d'Ivoire de mieux définir les rôles et responsabilités des acteurs pour faciliter le lancement du processus PNA<sup>23</sup>.

## Mise en œuvre d'actions d'adaptations

Il existe plusieurs projets complémentaires dans le champ du changement climatique en Côte d'Ivoire. On distingue notamment :

- Améliorer l'accès à la finance climatique en Côte d'Ivoire : le projet vise à faciliter l'accès aux ressources du FVC en Côte d'Ivoire à travers l'attribution d'entités nationales d'accès direct – Banque Nationale d'investissement (BNI). Le projet identifie et renforce les capacités des entités nationales d'accès direct pour améliorer la préparation et gestion des projets de changement climatique. Il s'agit aussi de développer une stratégie de financement nationale pour identifier les options de financement. Cette dernière inclut des recommandations pour mobiliser les investissements du secteur privé pour les actions climatiques prioritaires.
- Renforcement des capacités de l'AND et de la programmation nationale (2017-2018, FVC) : le projet a supporté la mise en place d'une Autorité Nationale Désignée (AND), ou point focal FVC, et développé un cadre stratégique pour l'engagement avec le FVC.
- Renforcer l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans la planification au développement de la Côte d'Ivoire (2019-, FVC/PNUD): Le projet entend renforcer les capacités du gouvernement ivoirien pour faciliter l'intégration de l'adaptation au changement climatique dans les processus de planification nationaux et sectoriels.
- Amélioration du système de transparence pour une action climatique renforcée en Côte d'Ivoire 2018, Fond pour l'Environnement Mondial (FEM)/PNUD) : Le projet vise à renforcer les capacités de la Côte d'Ivoire en terme de transparence selon l'accord de Paris et a contribué aux objectifs de réduction des émissions de carbone.
- Amélioration de la résilience des capacités côtières en Côte d'Ivoire et au Ghana (2018, UN Habitat/Fonds d'Adaptation) : Le projet aide les villes côtières et leurs communautés à s'adapter au changement climatique et à améliorer la planification urbaine et la résilience à l'érosion côtière.
- Intégration de la gestion des inondations/sécheresses et systèmes d'alerte précoce pour l'adaptation dans le bassin de la Volta (2019, Organisation Météorologique Mondiale (OMM)/Autorité du bassin de la Volta/Partenariat Régional de l'Afrique de l'Ouest) : Le projet assiste 6 pays de l'Afrique de l'ouest dans la mise en œuvre d'initiatives communes pour améliorer les plans de gestion à l'échelle régionale, nationale et locale. Il s'appuie sur les enseignements tirés des projets précédents et en cours sur la réduction des risques naturels et l'adaptation au changement climatique.
- Adaptation au changement climatique et renforcement de la résilience des populations du Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire (2012-2016, Ministère Fédérale allemand de la coopération économique et du développement). Le projet finance des formations et supporte le réseau local des conseillers afin de promouvoir des nouvelles méthodes de production et diffuser des connaissances sur les pratiques économiques soutenables et le changement climatique.
- Augmenter les ambitions climatiques concernant l'utilisation des terres et l'agriculture à travers les CDN et les PNA (2020-2025, le ministère fédérale allemande de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire) : le projet supporte la Côte d'Ivoire et 11 pays pour la mise en œuvre des PNA et des CDN en se focalisant sur l'agriculture et l'utilisation des terres.
- Adapt'Action (2017 – 2021, Agence Française de Développement): Le projet supporte l'accès à la finance climatique et aux investissements pour l'adaptation au changement climatique avec un appui technique et le renforcement des capacités nationales.
- Le projet d'amélioration de la résilience des populations par un meilleur accès à l'information climatique (2018-2020, BAD) : Le projet a trois objectifs spécifiques majeurs : améliorer l'accès à l'information climatique, capitaliser l'information climatique pour la promotion de pratiques pilotes d'adaptation, utiliser l'information climatique pour une prise de décision éclairée et intégrée au niveau local.

## Programmes d'appui

Le processus PNA a été soutenu par le programme commun PNUD/PNUE d'appui mondial pour le PNA qui est financé par le FEM, le FVC, le Programme de collaboration des Nations Unies sur la réduction des émissions liées à la déforestation et à la dégradation des forêts dans les pays en développement (Programme ONU-REDD), le partenariat CDN, le GIZ et la Banque mondiale. Un soutien supplémentaire a été fourni par ONU habitat, l'OMM, le VBA, le GWP-WAF et le GIZ. Le pays a également nommé un point focal pour l'égalité des sexes avec le soutien du réseau mondial de PNA pour travailler sur la question du genre dans le contexte du changement climatique.

## Défis

Il y a plusieurs défis rencontrés dans le processus d'adaptation en Côte d'Ivoire. Premièrement, les capacités techniques pour la production et l'utilisation d'information climatiques sont limitées à cause du manque de recherches au niveau national, des capacités technologiques et des formations en lien avec le changement climatique.

Juin 2014

La loi ivoirienne 2014-390<sup>26</sup> fournit un appui juridique au PNA qui s'inscrit dans une approche plus large et intégrée de la protection de l'environnement et du développement durable.

Octobre 2015

Un bilan est dressé par le PNCC avec 40 professionnels du ministère de l'économie et des finances, du GCF, du FEM, du PNUD, des médias et des organisations communautaires locales. Les consultations permettent de valider une feuille de route du PNA avec le soutien du programme d'appui mondial au PNA.

Octobre 2016

Le Parlement ivoirien autorise le Président de la République à ratifier l'Accord de Paris le 18 octobre 2016 avec la loi n° 2016-838<sup>28</sup>.

Mars 2017

Une proposition de projet est soumise au FVC pour un financement en appui au processus du PNA.

Février 2019

Le FVC approuve la proposition de projet.

Deuxièmement, il y a un manque de coordination entre les niveaux locaux et nationaux. Cela provient en partie de l'absence d'une autorité dédiée à l'adaptation au changement climatique et du manque de clarté concernant la répartition des rôles et responsabilités. De plus, l'impact sectoriel du changement climatique n'est pas documenté ou traité à travers un cadre stratégique et les directives n'incluent pas suffisamment les problèmes liés au changement climatiques.

Troisièmement, une faible partie du budget national est allouée au changement climatique. Il y a une réticence du secteur privé à investir dans des initiatives climatiques à cause des coûts initiaux importants, du retour sur investissement qui n'est pas immédiat et d'un manque de sensibilisation au risque climatique.

## Succès

Les premiers succès<sup>29</sup> incluent la présence d'une volonté politique chez les responsables gouvernementaux qui apparaissent réellement intéressés par la compréhension et l'intégration des stratégies d'adaptation dans leurs politiques. Les acteurs gouvernementaux encouragent l'implication du secteur privé dans les efforts d'adaptation. En outre, la Côte d'Ivoire est considérée comme un leader régional pour initier des efforts d'adaptation en Afrique de l'Ouest. On peut également citer les progrès réalisés dans le cadre des projets financés par la Banque mondiale dans les secteurs de l'agriculture, de l'emploi et de la cohésion sociale. Par exemple, le programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest a bénéficié à 800 000 agriculteurs ivoiriens (dont 49 % de femmes) en stimulant les productions et améliorant le niveau de vie, tandis que le projet d'emploi et de développement des compétences des jeunes a offert des premières offres d'emploi à 27 500 jeunes non qualifiés en Côte d'Ivoire<sup>30</sup>.

Septembre 2015

La Côte d'Ivoire est le 61<sup>ème</sup> pays à soumettre officiellement ses contributions intentionnelles déterminées nationales à l'accord de Paris.

Avril 2016

La Côte d'Ivoire signe l'Accord de Paris le 22 avril<sup>27</sup>.

Décembre 2016

Un atelier se tient à Abidjan pour valider le rapport d'inventaire et élaborer une feuille de route pour le PNA de la Côte d'Ivoire.

Avril 2018

Une consultation est organisée pour redéfinir les activités et les objectifs du processus PNA, notamment pour impliquer directement le secteur privé et les ministères sectoriels dans la planification pour l'adaptation.

## Le processus de formulation et de mise en œuvre d'un plan national d'adaptation en Côte d'Ivoire

En Côte d'Ivoire, une étude a été réalisée pour identifier les acteurs responsables de l'adaptation au changement climatique par secteur et les arrangements institutionnels en place. Les acteurs ont été sélectionnés en fonction de leurs objectifs, missions, programmes, activités en lien avec l'adaptation au changement climatique. On distingue six catégories d'acteurs : les institutions gouvernementales ; les structures de recherche et de développement ; les partenaires techniques et financiers ; le secteur privé ; les organisations de la société civile ; les communautés locales<sup>24</sup>. Plusieurs dispositifs institutionnels existent dans le cadre de la lutte contre le changement climatique en Côte d'Ivoire. La coordination de tous ces dispositifs est assurée par le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MINEDD), qui est le leader institutionnel dans ce domaine<sup>25</sup>. Il est prévu de mettre en place une Commission Nationale des Changements Climatiques (CNCC) comme principal organe de coordination pour les changements climatiques, y compris l'adaptation.

## Opportunités et étapes à venir

Plusieurs possibilités ont été identifiées pour faire avancer le processus PNA. Une étude de 2016<sup>31</sup> a estimé une croissance de 19 %, en particulier dans les petites et moyennes entreprises. Cela représente une occasion unique pour le pays de catalyser sur des acteurs en pleine croissance et leur rôle accru dans la société en facilitant de meilleures stratégies financières pour les projets d'adaptation et en les engageant dans de solides partenariats public-privé.

Les universités et les centres de recherche ivoiriens ont démontré le succès des programmes ciblés grâce à la mise en place de partenariats comme celui sur les compétences en sciences appliquées, ingénierie et technologie avec le gouvernement allemand. Le développement de la recherche au niveau national et local pourrait faciliter les transferts des technologies depuis l'international et le développement technologique au niveau national. Les pratiques de production, d'analyse et de diffusion des données au niveau local peuvent également encourager les chercheurs à produire des recherches de qualité, et les décideurs politiques à les appliquer dans leur prise de décisions.

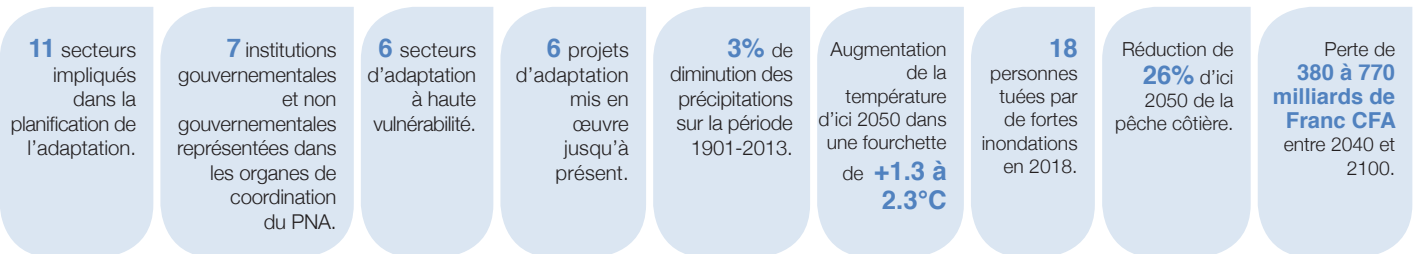
Une forte volonté politique pour le suivi des investissements publics est également importante pour la planification de l'adaptation. Le ministère de la planification a mis en place un système intégré d'analyse, de programmation et de suivi et évaluation des projets

d'investissements publics avec l'Institut National des statistiques. Ce système peut être utilisé pour l'adaptation au changement climatique avec le MINEDD. Le cadrage de ce système est supporté par le projet du FVC.

Enfin, un plan de renforcement des capacités incluant les prochaines étapes clés a été élaboré autour de 4 axes : (i) fournir aux entités nationales des équipements appropriés ; (ii) former et diriger le personnel des entités nationales ; (iii) améliorer et consolider les synergies entre les entités nationales ; et (iv) soutenir les systèmes de surveillance et d'alerte précoce en Côte d'Ivoire<sup>32</sup>.

## Documents clés

- [Communication initiale de la Côte d'Ivoire à la CCNUCC](#)
- [Deuxième communication de la Côte d'Ivoire à la CCNUCC](#)
- [Premières contributions prévues déterminées de la Côte d'Ivoire](#)
- [Troisième communication de la Côte d'Ivoire à la CCNUCC](#)
- [Stratégie Nationale de lutte contre les Changements Climatiques \(2014-2020\)](#)



## Notes

- 1 Central intelligence Agency (CIA) (2020). The world factbook. URL: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/iv.html>
- 2 The World Bank Data (2020). Côte d'Ivoire. URL: <https://data.worldbank.org/indicator/SP.URB.TOTL?locations=CI>
- 3 Central intelligence Agency (CIA) (2020). The world factbook. URL: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/iv.html>
- 4 The World Bank Data (2020). Côte d'Ivoire Overview. URL: <https://www.worldbank.org/en/country/cotedivoire/overview#1>
- 5 The United Nations Development Programme (2020). Human Development Reports. Côte d'Ivoire. URL: <http://hdr.undp.org/en/content/2019-human-development-index-ranking>
- 6 The United Nations Development Programme (2020). Gender Inequality Index. Côte d'Ivoire. URL: <http://hdr.undp.org/en/data>
- 7 The World Bank Data (2020). Côte d'Ivoire Overview. URL: <https://www.worldbank.org/en/country/cotedivoire/overview#1>
- 8 The World Bank Data (2020). Côte d'Ivoire. URL: <https://data.worldbank.org/indicator/NY.GDP.PCAP.CD?locations=CI>
- 9 Central intelligence Agency (CIA) (2020). The world factbook. URL: <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/iv.html>
- 10 World Bank Group – Climate Change Knowledge Portal (2020). Côte d'Ivoire. URL: <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/country/cote-divoire/climate-data-historical>
- 11 USAID (2018). Climate Risk Profile – West Africa. URL: [https://www.climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/West\\_Africa\\_CRP\\_Final.pdf](https://www.climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/West_Africa_CRP_Final.pdf)
- 12 World Bank Group – Climate Change Knowledge Portal (2020). Côte d'Ivoire. URL: <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/country/cote-divoire/climate-data-historical>
- 13,14 Climate Risk Profile – West Africa. URL: [https://www.climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/West\\_Africa\\_CRP\\_Final.pdf](https://www.climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/West_Africa_CRP_Final.pdf)
- 15 World Bank. "So Tomorrow Never Dies." (2018). URL: <https://www.worldbank.org/en/country/cotedivoire/publication/cote-d-ivoire-economic-update-so-tomorrow-never-dies-key-messages>
- 16 Ministère de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable, Direction Générale De l'Environnement, Programme National Changement Climatique (PNCC). Page 32.
- 17 Deloitte. [https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/za/Documents/africa/za\\_ASG\\_Country%20Reports\\_Cote\\_divoire\\_Repro.pdf](https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/za/Documents/africa/za_ASG_Country%20Reports_Cote_divoire_Repro.pdf)
- 18 UNFCCC (2020). NDC registry. URL: <https://www4.unfccc.int/sites/NDCstaging/Pages/All.aspx>
- 19 World Bank. INDC Content Brief. [http://spappssecext.worldbank.org/sites/indc/PDF\\_Library/ci.pdf](http://spappssecext.worldbank.org/sites/indc/PDF_Library/ci.pdf)
- 20 "La Côte d'Ivoire se dote d'un 2ème Programme National d'Investissement Agricole (PNIA) de 11 905 milliards FCFA."
- 21 Deloitte. [https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/za/Documents/africa/za\\_ASG\\_Country%20Reports\\_Cote\\_divoire\\_Repro.pdf](https://www2.deloitte.com/content/dam/Deloitte/za/Documents/africa/za_ASG_Country%20Reports_Cote_divoire_Repro.pdf)
- 22 National Communications Support Programme. Lessons Learned and Experiences from the Preparation of National Communications. Chapter 3, Page 28.
- 23 UNDP and GCF (2020). ROLES ET RESPONSABILITES DE TOUS LES ACTEURS CONCERNES OU IMPLIQUES DANS L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES (ACC) EN COTE D'IVOIRE.
- 24 UNDP and GCF (2020). ROLES ET RESPONSABILITES DE TOUS LES ACTEURS CONCERNES OU IMPLIQUES DANS L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES (ACC) EN COTE D'IVOIRE.
- 25 UNDP and GCF (2020). ROLES ET RESPONSABILITES DE TOUS LES ACTEURS CONCERNES OU IMPLIQUES DANS L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES (ACC) EN COTE D'IVOIRE.
- 26 URL: <http://www.environnement.gouv.ci/img/142166387810oidorientationsurledd.pdf>
- 27 UN List of Parties that signed the Paris Agreement on 22 April. <https://www.un.org/sustainabledevelopment/blog/2016/04/parisagreementsignatures/>
- 28 "The Ivorian Parliament has authorized the ratification of the Paris agreement on climate. JuriAfrica. <https://juriafrica.com/eng/2017/07/19/the-ivorian-parliament-has-authorized-the-ratification-of-the-paris-agreement-on-climate/s>
- 29 Stakeholder consultations and stocktaking report.
- 30 The World Bank (2020). The World Bank in Côte d'Ivoire. URL: <https://www.worldbank.org/en/country/cotedivoire/overview#3>
- 31 CEPICI (Centre de Promotion des Investissements en Côte d'Ivoire). [http://www.cepici.gouv.ci/en/?tmp=single\\_actu&p=the-one-stop-shop&artcl=143#investir](http://www.cepici.gouv.ci/en/?tmp=single_actu&p=the-one-stop-shop&artcl=143#investir)
- 32 UNDP and GCF (2020). ROLES ET RESPONSABILITES DE TOUS LES ACTEURS CONCERNES OU IMPLIQUES DANS L'ADAPTATION AUX CHANGEMENTS CLIMATIQUES (ACC) EN COTE D'IVOIRE.

## À propos du PAG-PNA

Le Programme d'appui global au Plan national d'adaptation PNUD-ONU Environnement a été lancé en juin 2013, financé par le Fonds pour les pays les moins avancés (FPMA) du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Fonds spécial pour les changements climatiques (FSCC). Le PAG-PNA, avec ses partenaires, aide les pays en développement à identifier les besoins techniques, institutionnels et financiers pour intégrer l'adaptation au changement climatique dans la planification et le financement nationaux à moyen et long terme. Le PAG-PNA fournit une expertise technique et des conseils sur les processus PNA du pays, et offre des possibilités d'échange de connaissances sur les PNA entre les pays.



### Courriel:

[Rohini.Kohli@undp.org](mailto:Rohini.Kohli@undp.org)  
[Mozaharu.Alam@unep.org](mailto:Mozaharu.Alam@unep.org)

Pour les demandes de renseignements et la diffusion des médias:

[Melanie.Pisano@undp.org](mailto:Melanie.Pisano@undp.org)

### Site internet:

<http://globalsupportprogramme.org/nap-gsp>